
Proposition de Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation**éco21-Grandes entreprises (Ambition Négawatt)****PA2 – Version 3.3**

La proposition de Plan d'Actions se base sur version 5 du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets.

A. Organisation du Plan d'Actions**1. Auteur de la proposition de Plan d'Actions**

L'auteur·e de la proposition de Plan d'Actions est la personne ou l'organisme qui a la responsabilité et qui gère les procédures liées au Standard genevois d'évaluation. Il.Elle peut être le·la propriétaire du Plan d'Actions.

Nom de l'auteur de Plan d'Actions	<i>Christian Bochon</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél. 022 420 83 04 Courriel : christian.bochon@sig-ge.ch</i>

2. Propriétaire du Plan d'Actions

Le·La propriétaire de Plan d'Actions peut être un organisme ou une personne différente de l'auteur de la proposition à qui il·elle a confié la gestion des procédures de valorisation des réductions d'émission de son Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation.

Nom du propriétaire du Plan d'Actions	<i>Christian Bochon</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél. 022 420 83 04 Courriel : christian.bochon@sig-ge.ch</i>

B. Informations générales sur le Plan d'Actions

1. Description générale

Le Plan d'action éco21-Grandes entreprises (ci-après « éco21-Grandes entreprises ») est le plan d'action du programme éco21 de SIG qui s'adresse aux grandes entreprises du canton de Genève qui consomment annuellement de l'ordre de 1 GWh et plus en électricité ou de l'ordre de 4 GWh et plus en énergie thermique. Son but est d'accompagner les grandes entreprises genevoises concernées, vers l'efficacité énergétique. Il s'inscrit dans la politique de SIG visant à accroître l'indépendance énergétique cantonale et à renforcer la compétitivité de la place économique locale.

La démarche porte sur les énergies électrique et thermique, l'eau et les déchets.

éco21-Grandes entreprises a été développé par SIG-éco21.

2. Objectifs

éco21-Grandes entreprises vise à améliorer l'efficacité énergétique des grandes entreprises genevoises et à les inciter à réaliser des Actions de réduction de leur consommation d'énergie, d'eau, de leurs émissions de CO₂ et de leurs déchets.

Ceci se décline ainsi :

- Déclencher la réalisation d'Actions
- Mettre en place une gestion de l'énergie et des déchets réalisée par une personne interne à l'entreprise
- Réduire la consommation d'énergie et la production de déchet ainsi que la facture pour les Grandes entreprises
- Créer un lien de confiance entre la grande entreprise et le chargé du plan Grandes entreprises
- Fidéliser les clients
- Accompagner les clients « grands consommateurs » dans leur mise en conformité vis-à-vis de la loi cantonale sur l'énergie

3. Périmètre et rayon d'action du Plan d'Actions

éco21-Grandes entreprises s'adresse aux entreprises et organisations établies sur le canton de Genève. Les Particuliers et les immeubles d'habitation sont exclus.

4. Type d'Actions

Les types d'Actions admis dans éco21-Grandes entreprises sont listés dans le tableau ci-dessous :

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	Optimisation énergétique (côté demande ou production)	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	Projets d'investissement	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité <input checked="" type="checkbox"/> Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur <input checked="" type="checkbox"/> Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz (anticipée pour les projets touchant au chauffage des bâtiments), substitution de mazout ou de gaz par des énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions de GES
	Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises <input checked="" type="checkbox"/> Substitution de carburants
Déchets	Tri des déchets	<input checked="" type="checkbox"/> Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets <input checked="" type="checkbox"/> Optimisation de la collecte <input checked="" type="checkbox"/> Développement de nouvelles filières de tri, mise en place de déchetteries, formation et/ou sensibilisation des utilisateurs
Ressources	Réduction à la source des déchets et préservation des ressources	<input checked="" type="checkbox"/> Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité <input checked="" type="checkbox"/> Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne) <input checked="" type="checkbox"/> Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main, création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, plateforme informatique, etc.).
	Préservation de l'environnement	<input type="checkbox"/> Eco-conception <input checked="" type="checkbox"/> Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Changement de comportement (sensibilisation zéro déchets, numérique responsable, etc.)

5. Délimitation par rapport à d'autres instruments (législatif ou autres)

Les processus mis en place pour la sélection des Actions comptabilisées par éco21-Grandes entreprises permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.

Les thématiques des déchets et de l'économie circulaire ne sont pas couvertes par la loi sur le CO₂ ou un autre programme. Il n'y a donc pas de risque de double comptabilité.

6. Risques de double comptabilité par rapport à d'autres instruments (législatifs ou autres)

Les réductions d'émissions de CO₂ liées aux économies de déchets étant considérées comme des émissions indirectes, aucun certificat négociable n'est généré et donc il n'y a pas de risque de double comptabilité.

De plus, concernant l'électricité, il n'y a pas d'effet interactif considéré.

C. Description du Plan d'Actions

1. Description générale

éco21-Grandes entreprises propose aux grandes entreprises des prestations d'accompagnement en gestion de l'énergie dans une démarche structurée en se basant sur des outils adaptés à leur secteur d'activité et à leur niveau de consommation.

La réduction de déchets et de ressources sera intégrée progressivement aux approches décrites ci-dessous. Pour l'instant, celle-ci se concentre sur les économies d'énergie et d'émissions de CO₂.

Grandes entreprises : ce terme est utilisé pour désigner une entreprise consommant plus de 1 GWh électrique et/ou plus de 4 GWh thermique. Un site ou une entreprise qui consomme moins que ces limites pourra être éligible au Plan d'Action Grandes entreprises s'il dispose d'un collaborateur interne pouvant prendre la fonction de gestionnaire énergie et s'il souhaite mettre en place une gestion de l'énergie interne.

éco21-Grandes entreprises propose une démarche complète d'accompagnement en gestion de l'énergie personnalisée. Un gestionnaire énergie interne sera désigné par l'entreprise et formé par SIG-éco21. Le gestionnaire énergie doit devenir la personne clé de l'entreprise pour toutes les questions liées à l'énergie. Il sera l'interface principale entre éco21 et l'entreprise. La démarche se compose des étapes suivantes :

1. Réalisation avec le chargé du plan Grandes entreprises et le gestionnaire énergie d'un état des lieux spécifiant le niveau de l'entreprise en termes de gestion de l'énergie et les moyens disponibles pour le gestionnaire énergie.
2. Choix des étapes et définition d'un plan d'action conjointement entre le gestionnaire énergie et le chargé du plan Grandes entreprises.
3. Le gestionnaire énergie devra dans les 2 ans maximum, suivre le cursus de formation fourni par SIG-éco21.

4. Réalisation d'un bilan annuel : en plus des rencontres trimestrielles avec le chargé du plan Grandes entreprises, un bilan annuel sera préparé pour résumer le travail réalisé en engageant la direction dans une vision moyen long terme concernant les projets énergétiques et la gestion des énergies.

Les formations éco21 du gestionnaire énergie sont prises intégralement en charge. D'autres prestations telles que la formation d'une Green Team, le passage du CAS en management de l'énergie, ou les journées de sensibilisation du personnel (Ateliers flash) dans l'entreprise sont soutenues financièrement de 50% à 100% par SIG-éco21, ceci uniquement pour les clients fournis en énergie par SIG.

La prestation du plan Grandes entreprises permet également à l'OCEN de suivre les avancées des Actions de Performance Energétique (APE) des entreprises engagées dans le plan d'action.

Pour les entreprises, des primes financières aux économies d'énergie viennent en outre soutenir la réalisation des Actions. Celles-ci peuvent varier de 6 à 12 ct/kWh électrique économisé sur un an et se montent à 40 CHF/tCO₂ économisée sur 10 ans au maximum.

a. Type d'action soutenu

Tout type d'action d'économie d'énergie, d'émissions de CO₂, de déchets et/ou de ressources est potentiellement soutenu par éco21- Grandes entreprises. Les Actions qui répondent aux conditions d'accès des Solutions Techniques validées par le Standard genevois d'évaluation sont prises en charge et valorisées dans le cadre de ces Solutions techniques (ex : Optimisation énergétique, chauffage renouvelable, ECS pour les PME, etc.). Seules les Actions qui engendrent des effets qui ne sont pas déjà pris en charge par une Solution technique seront suivies dans le cadre de ce Plan d'Actions.

b. Comité de validation éco21-Grandes entreprises

Un Comité de validation (ci-après « Comité éco21-Grandes entreprises ») a été mis en place pour le traitement des Actions soumises dans le cadre d'éco21-Grandes entreprises par les adhérents du plan d'action. Il est constitué de représentants d'éco21-Grandes entreprises, de l'Office cantonal de l'énergie (OCEN), de l'Université de Genève. Il a les missions suivantes :

- Acceptation des Actions soumises en suivant les principes d'additionnalité exposés au chapitre D
- Détermination de
 - o la méthode de suivi des effets : DEE avec ou sans mesures, Méthode IPMVP ou simulation de l'outil Eclairage ou de l'outil Circulateurs.

Pour les actions de réduction des émissions de CO₂ :

- o le type d'action : optimisation ou investissement
- o la durée de crédit
- o la durée de rétribution
- Validation des calculs des effets après réalisation de l'Action (validation de la DEE ou vérification par méthode IPMVP).

- Contrôle des factures liées à l'Action
- Validation de la valeur finale des effets

Dès cette dernière validation, les effets peuvent être comptabilisés et les primes financières peuvent être versées.

2. Facteurs d'émission

Les facteurs d'émission applicables pour les Projets et les PA sont ceux figurant dans le Document spécifique du Standard genevois d'évaluation.

Les agents énergétiques de référence sont ceux utilisés par l'ancienne installation ou l'installation optimisée.

3. Méthodologies appliquées

Les informations figurant dans ce chapitre se basent sur les méthodologies suivantes :

- Méthodologies M04 et ME04 : IPMVP
- Méthodologies M05 et ME05 : Déclaration d'économie d'énergie (DEE)
- Méthodologie ME10a Eclairage méthode standard
- Méthodologie ME10b Eclairage méthode simplifiée
- Méthodologie ME11 Circulateurs
- MD19 Sensibilisation déchets
- MD20 Réduction de tonnes de déchets par le recyclage
- MD23 EC – Tout produit (Réemploi, Surcyclage, Partage)

4. Effets attendus

Les objectifs annuels se montent à une réduction de 5'000 tCO₂ et 7 GWh d'électricité. Il n'y a pas encore d'objectifs chiffrés pour les déchets et les ressources.

5. Valorisation des effets

Les effets générés par le Plan d'Action sont comptabilisés distinctement selon leur type de valorisation admis. Les tableaux ci-dessous détaillent les différentes valorisations possibles et précisent quels effets donnent lieu à une comptabilisation, lesquels à des certificats négociables et lesquels à des aides financières de SIG-éco21.

Légende :

C = Comptabilisation

CN = Certificats négociables

F = Aide financière éco21

	Electricité
SIG	C, F
OCEN	C
Autres programmes	C

	Emissions de CO ₂
Certificats négociables	C, CN, F
Contribution environnementale	C, F
OCEN	C

Autres programmes	C	Emissions indirectes	C, F
-------------------	---	----------------------	------

	Déchets
SIG	C, F

Définitions :

- *SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21
- *Certificats négociables* : Réduction d'émissions de CO₂ attribuable entièrement au programme SIG-éco21 et pouvant faire l'objet de certificats négociables
- *Contribution environnementale* : Réduction d'émissions de CO₂ réalisée sur un CAD exempté de la taxe sur le CO₂
- *OCEN* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité soutenue financièrement par l'OCEN ou issue de Projets ou d'Action permettant d'accélérer significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur
- *Autres programmes* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité réalisée dans le cadre du Plan d'Actions mais comptabilisée également par d'autres programmes et pour laquelle aucun double financement n'est possible (ex : économies d'électricité soutenues par Prokilowatt, économies de CO₂ réalisées par une entreprise exemptée de la taxe CO₂, économie d'électricité réalisée par une organisation exemptée du supplément réseau, etc.)
- *Emissions indirectes* : Réductions d'émissions indirectes (ex : liées à des actions portant sur les déchets)

6. Prise en compte des fuites

Des fuites peuvent exister mais sont en principe négligeables. Si une Action présente des fuites importantes, celles-ci seront identifiées par le Comité éco21-Grandes entreprises comptabilisées dans le calcul des réductions d'émission.

7. Facteurs d'influence

Les facteurs d'influence pour le Plan d'Actions peuvent être d'ordre financier ou légal. Les tarifs de l'énergie peuvent avoir un impact positif ou négatif sur le Plan d'Actions et l'additionnalité financière des Actions. Au niveau légal, l'évolution de la législation tant au niveau des normes que de la réglementation concernant les grands consommateurs peut influencer l'éligibilité des Actions. Cet aspect est contrôlé par la présence d'un représentant de l'Office cantonal de l'énergie au sein du Comité de validation éco21-Grandes entreprises.

Concernant les déchets et l'économie circulaire, les facteurs d'influence peuvent être d'ordre financier ou légal. Selon l'évolution de la législation en matière de déchets, l'additionnalité du Plan d'Action pourrait être remise en question. Les évolutions dans les tarifs des prestataires spécialisés dans la gestion des déchets peuvent également impacter le Plan d'Action.

D. Additionnalité

1. Additionnalité réglementaire et légale

Au niveau des actions déchets le Plan d'Actions accélère significativement le déploiement des obligations règlementaires de la LGD (Loi sur la gestion des déchets) du 20 mai 1999, remplacée par la nouvelle LGD approuvée le 2 septembre 2022. Il permet avec des moyens facilitateurs associés (entre-autres la méthodologie et les solutions SIG-éco21) le passage à l'action des entreprises et organisations et l'obtention de résultats en termes de diminution de quantité de déchets incinérés et/ou d'augmentation du taux de tri.

Au niveau des Actions d'efficacité énergétique et de réduction du CO₂, aucune loi, règlement ou autre acte législatif ne rend obligatoire la réalisation de ce Plan d'Actions.

Au niveau des Actions, le Comité éco21-Grandes entreprises est garant du respect de l'additionnalité réglementaire et légale et veille à ce que les Actions soumises qui répondent à des obligations législatives puissent être comptabilisées dans un compte distinct selon les principes du Standard genevois d'évaluation mais ne puissent pas faire l'objet d'une valorisation sous forme de certificats négociables.

Concernant les sites qualifiés de « grands consommateurs » par l'OCEN au sens de la loi cantonale sur l'énergie, deux régimes s'appliquent :

- Sites ayant reçu la Décision administrative leur signifiant leurs obligations en tant que « grands consommateurs » (ci-après « DA ») : comptabilisation des Actions dont le temps de retour sur investissement est égal ou inférieur à 3 ans mais aucune aide financière ne peut être versée et aucune valorisation sous forme de certificats négociables n'est admise
- Sites n'ayant pas encore reçu la DA : comptabilisation, aide financière et valorisation sous forme de certificats négociables possible pour toutes les Actions quel que soit leur temps de retour sur investissement. Dès le moment où le site reçoit la DA, toutes les actions qui n'avaient pas déjà été identifiées antérieurement et qui présentent un temps de retour sur investissement égal ou inférieur à 3 ans seront considérées comme obligatoires et ne pourront plus faire l'objet d'une aide financière ou d'une valorisation sous forme de certificats négociables.

Le Comité éco21-Grandes entreprises veille au moment de l'acceptation de l'Action au respect de ce principe. Si des exceptions devaient être appliquées par rapport à cette règle, celles-ci doivent être validées par l'OCEN au sein du Comité éco21-Grandes entreprises.

Les Actions d'économie de CO₂ issues d'organisations exemptées de la taxe sur le CO₂ peuvent être comptabilisées mais aucune aide financière ne peut être versée et aucune valorisation sous forme de certificats négociables n'est admise. Il en va de même pour les Actions d'économies d'électricité réalisées dans une entreprises bénéficiant du remboursement du supplément réseau.

Enfin, toute Action rendue obligatoire par d'autres règlements que ceux liés au cadre énergétique et/ou CO₂ (Opair, ORRchim, etc.) n'est également pas éligible sauf si elle témoigne d'une sur-efficacité par rapport à ce qu'on peut trouver au niveau standard du

marché. Dans ce cadre, l'approche et la prise en compte de ce type d'action est définie spécifiquement pour chaque Action par le Comité éco21-Grandes entreprises.

2. Analyse des barrières

a. Barrières financières

Étant donné leur situation financière, les entreprises ne sont souvent pas très enclines à réaliser des actions de performance énergétique. Elles préfèrent investir sur des installations de production, directement liées à leur activité. Investir sur une installation qui fonctionne pour une raison d'efficacité énergétique est une décision rarement prise naturellement par une entreprise. De plus, si celle-ci présente un temps de retour sur investissement trop élevé, la décision sera encore plus difficile.

De plus, l'énergie ne pèse pas un poids très important dans leur structure de coût, même si celle-ci est stratégique pour elle.

Les aides financières proposées par éco21-Grandes entreprises permettent de diminuer légèrement le temps de retour sur investissement.

Au niveau déchets, les aides financières proposées par le Plan d'Action permettent d'effectuer de manière récurrente et plus systématique ces sensibilisations auprès des entreprises. Elles permettent d'initier ces actions ou de multiplier le nombre de sensibilisations.

b. Barrières technologiques

La grande majorité des entreprises ne dispose pas en interne de collaborateurs s'occupant des questions énergétiques. Chez les grandes entreprises, on trouve selon les secteurs d'activité un responsable technique mais celui-ci n'est pas spécialisé en énergie. Le manque ou l'absence de compétences spécifiques freine la mise en place d'une gestion de l'énergie et la réalisation d'actions. C'est pourquoi nous offrons à ces personnes une formation complète sur les énergies et leur gestion.

L'accompagnement des entreprises proposé par éco21-Grandes entreprises, grâce aux plans d'action personnalisés et aux formations, permet au Gestionnaire énergie de combler le déficit de compétences et d'information et lui donne les moyens de prendre des décisions en matière d'efficacité énergétique.

c. Barrières culturelles et structurelles

La gestion de l'énergie n'est pas ancrée dans les processus standard des entreprises. De plus, il existe très peu d'offres dans le domaine de la gestion de l'énergie pour les Grandes entreprises. Seule une petite partie d'entre elles (4% environ) sont certifiées ISO 50001 (système de management de l'énergie)

Les gestionnaires énergie interne n'ont que peu de temps à consacrer à cette mission. Ils portent de multiples casquettes et font face à des problématiques très complexes qu'ils sont souvent seuls à devoir gérer. L'énergie n'est donc pas leur priorité.

Les différentes prestations proposées par éco21-Grandes entreprises sensibilisent les chefs d'entreprise à l'importance et au côté stratégique de la gestion de l'énergie. Elles les soulagent, les déchargent et leur donnent les informations, les clés et l'accompagnement nécessaires à la réalisation d'actions et à l'augmentation de leur efficacité énergétique. Elles sont également valorisées et se sentent prises en charge de façon personnalisée, ce qui augmente leur satisfaction et les rend également plus motivées à entreprendre des actions.

Concernant l'approche déchet, et malgré l'obligation légale de l'obligation de tri « dans la mesure du possible » trop peu de résultats ont été notifiés depuis 1999. Selon le rapport 2019 de la « Composition de la poubelle des Genevois » publié par le DT, l'évolution du taux de recyclage de la poubelle genevoise entre 2011 et 2019 est passé seulement de 40 à 44%. En 2019, encore 56% de déchets valorisables étaient présents dans les ordures ménagères incinérées.

Il y a également une méconnaissance des obligations et des moyens disponibles, des risques et des conséquences de ne pas faire, le sujet est complexe et un besoin d'aide et d'accompagnement est vital. Les gisements ainsi que la typologie de déchet sont très peu connus par les entreprises.

Également, en 2020, le canton a fixé dans son PGD 2020-2025 (Plan de Gestion des déchets) un objectif à 60% du taux de recyclage des déchets urbains. Au vu de la faible augmentation (4%) de ce taux en 8 ans, entre 2011 à 2019, il ne paraît pas réaliste d'atteindre ces résultats sans effets accélérateurs d'ici 2025.

En ce sens, le Plan d'Actions accompagne les entreprises et organisations, en leur apportant, entre autres, une stratégie D&EC (déchet et économie circulaire) comprenant un état des lieux et la réalisation d'un plan d'actions. Également, le Plan d'Actions propose des actions de sensibilisation clé en main permettant d'améliorer la compréhension des enjeux autour des déchets. L'aspect clé en main, permet aux entreprises et organisations de multiplier ces actions.

Ces actions de sensibilisation ne sont pas obligatoires et mises en œuvre au bon vouloir des entreprises et organisations mais restent un élément clé pour l'atteinte des objectifs cantonaux en matière de réduction de déchets incinérés. Ces dernières, proposées par le Plan d'Action, sont aisément activables et peuvent donc être réalisées de manière plus récurrente, assurant ainsi un rôle accélérateur par rapport aux obligations réglementaires.

3. Analyse de la pratique courante

Quasiment aucune Grandes entreprises ne dispose d'un processus de gestion de l'énergie ou ne connaît ses potentiels d'économie d'énergie. De façon similaire, très peu de Grandes entreprises entreprennent des actions de performance énergétique sans autres raisons liées (panne d'une installation, installation plus aux normes, etc.).

Le Plan d'Actions va permettre d'accélérer significativement la réalisation d'Actions chez les Grandes entreprises.

En ce qui concerne les déchets organiques, malgré les campagnes massives de communication de l'Etat et relayées par les communes, respectivement en 2016, 2019 et 2022 il reste encore 1/3 de ces déchets dans la poubelle incinérable genevoise.

La plupart des entreprises ou organisations ne disposent pas d'un processus d'accompagnement dans la réduction de leurs déchets ou ne connaissent pas leurs potentiels d'économies de déchets incinérés. De façon similaire, très peu d'entreprises ou organisations entreprennent des actions de sensibilisation de manière structurée, récurrente, avec des acteurs spécialisés et un suivi de ces dernières.

Le Plan d'Actions va donc permettre d'accélérer significativement la réalisation de ces actions au sein des entreprises et organisations.

E. Soutien financier

Le Plan d'Actions éco21-Grandes entreprises n'a reçu aucun soutien financier extérieur.

Dans le cadre de son processus de suivi des Actions, éco21-Grandes entreprises vérifie que les entreprises ne touchent pas d'autres soutiens financiers issues d'autres organismes de soutien. Si c'est le cas, les économies font l'objet d'une comptabilité distincte.

F. Echéancier

Le Plan d'Actions éco21-Grandes entreprises existe depuis 2009. Jusqu'à mi 2017, il ne proposait que des incitations financières pour les économies d'électricité et un accompagnement spécifique pour les actions portant sur l'éclairage. Depuis mi-2017, les actions thermiques et les nouvelles prestations d'accompagnement présentées dans ce document ont été intégrées au Plan d'Actions.

La durée d'activité du Plan d'Actions éco21-Grandes entreprises n'est pas définie à ce jour.

La période de créditation est celle définie pour chaque Action par le Comité éco21-Grandes entreprises en cohérence avec les méthodologies utilisées. Elle correspond au maximum à la durée de vie des Actions.

La durée de validation du Plan d'Action est fixée à 10 ans depuis la date du rapport de validation. Au terme de cette période, le Plan d'action devra être à nouveau validé pour tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire et du contexte.

G. Plan de suivi

1. Description

Les étapes de validation du Comité éco21-Grandes entreprises sont enregistrées dans un outil informatique.

Dès que le Comité éco21-Grandes entreprises a validé la valeur finale des économies d'énergie et de CO₂, l'Action est comptabilisée. C'est également à ce moment-là que l'incitation financière peut être versée à l'entreprise.

Une extraction de l'outil informatique trié sur les Actions comptabilisées l'année monitorée sera joint au Rapport de calcul des effets.

Les résultats sont détaillés par type de comptabilisation selon ce qui figure au chapitre C.5.

2. Fréquence

Le suivi sera réalisé chaque année civile.

3. Données enregistrées

Les données qui seront enregistrées sont listées dans le tableau ci-dessous :

Economies liées aux Actions d'efficacité énergétique

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	kWh, litres, Nm ³ , tCO ₂ , etc.
Description	Consommations d'énergie, niveau d'émissions
Source	Relevés ou calculs.
Procédure de mesure	Est fonction de l'Action et déterminé par le Comité éco21-Grandes entreprises
Fréquence de la mesure	Est fonction de l'Action et déterminé par le Comité éco21-Grandes entreprises
Commentaires	-

Economies liées aux Actions D&EC

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Tonne de déchets
Description	Tonne de déchet évitée (si réemploi). Tonne de déchets non incinérée par fraction, en diminution du tonnage incinéré (ordures ou incinérables)
Source	Documents officiels déchets (factures, bon de livraison, inventaire précis et détaillé)
Procédure de mesure	Sur la base de documents de traçabilité (ci-dessus), comparatif avec l'année N-1. Pour 2022, l'année de référence est 2019
Fréquence de la mesure	1 / an
Commentaires	Un relevé par année calendaire et complété (au 31.12 de chaque année). Ce relevé sera mesuré chaque fin d'année et pour une période de 3 ans (3 exercices).

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	tCO ₂ liée aux actions D&EC
Description	Tonne de déchets non incinérée, en diminution du tonnage incinéré (ordures ou incinérables)
Source	Documents officiels déchets (factures, bon de livraison, inventaire précis et détaillé)
Procédure de mesure	Sur la base de documents de traçabilité (ci-dessus), comparatif avec l'année N-1. Pour 2022, l'année de référence est 2019. On analyse avec cela quelles sont les fractions qui ont généré les économies de déchets incinérés.
Fréquence de la mesure	1 / an
Commentaires	Application du facteur d'émission de la fraction évitée en fonction des tonnes de déchets

4. Assurance qualité

Le Comité éco21-Grandes entreprises contrôle que les valeurs validées soient correctes. L'outil informatique est mis à jour et un PV de séance est réalisé.

Un expert IPMVP indépendant contrôle les Plans de mesure et vérification (PMV) et les Rapport de vérification (RV) réalisés selon le protocole IPMVP.

Les DEE sont validées par le Comité éco21-Grandes entreprises.

H. Aspect financier du Plan d'Actions

Les différentes prestations et la participation du plan d'action se trouvent ci-dessous :

Formations aux économies d'énergie pour les collaborateurs

Formations (par site)	Coût de la formation (CHF – TVA non applicable)	Pourcentage des coûts du Client pris en charge par Ambition Négawatt Vision
CAS en Management de l'énergie de l'Université de Genève	Approximativement CHF 7'800.-	100% dans la limite de CHF 10'000.-
GREEN TEAM (2.5 jours, max. 10 personnes)	CHF 6'250.-	100 %
SEMAINE ÉNERGIE (5 jours pour tous les collaborateurs)	CHF 7'500.- (hors options)	50 %
ATELIERS FLASH (2 heures, max. 20 personnes par atelier)	CHF 2'000.- par atelier pour un atelier CHF 1'500.- par atelier pour 2 ateliers consécutifs CHF 1'200.- par atelier dès 3 ateliers consécutifs	50 % dans la limite d'un maximum de 4 ateliers par Client
SUIVI DES GREEN TEAMS	4 séances de 2h ou 3 séances de 3 heures CHF 3'840.-	50%
FORMATIONS COMPORTEMENTALES COLLABORATEURS		100%

Le soutien financier apporté aux Actions est de CHF 0.06 à 0.12 par kWh électrique économisé et de CHF 40 par tonne d'émission de CO₂ économisée à concurrence de 50% des investissements.

La durée de rétribution pour les économies de CO₂ est au maximum de 10 ans sauf si la durée de vie de l'Action est inférieure. Dans ce cas, la rétribution sera calculée sur la durée de vie de l'Action.

Un facteur d'actualisation est utilisé pour tenir compte d'une réduction éventuelle des effets de l'Action et du coût de l'argent. En effet, le soutien financier est versé en une seule fois à l'organisation dès la validation du Comité éco21-Grandes entreprises.

I. Parties prenantes

- SIG-éco21 : conception et financement du Plan d'Actions
- OCEN : membre du Comité éco21-Grandes entreprises
- Université de Genève : membre du Comité éco21-Grandes entreprises
- Expert technique indépendant (contrôle IPMVP) : entreprise indépendante certifiant la recevabilité des plans et rapports utilisant la méthode IPMVP.
- Collaborateurs éco21-Grandes entreprises : membres du Comité éco21-Grandes entreprises, animation du réseau, suivi global du Plan d'Actions
- L'ensemble des grandes entreprises ayant signé les Conditions de Participation éco21-Grandes entreprises

Pour D&EC :

- GESDEC : membre du Comité éco21 et partenaire d'éco21
- Expert technique SIG : membre du Comité et/ou expert éco21
- Les Recycleurs genevois (Comité des Recycleurs)
- Swiss Recycling (Association faitière) > PET Recycling, Igora, SENS, SWICO, Vetroswiss...
- Les Partenaires (Manivelle, Materium, Réalise...)
- Les bureaux conseils / Ingénieurs / GED D&EC / Autre ? : accompagnement des grandes Entreprises et plus globalement des entreprises.

J. Communication

J'accepte que

☒ Les données relatives au Projet / Plan d'Actions ci-dessus soient publiées sur le site internet du Standard genevois d'évaluation.

☒ Mes coordonnées soient publiées sur le site internet du Standard genevois d'évaluation.

Annexes :

Plaquette éco21-Grandes entreprises (Ambition Négawatt) pour les grandes entreprises



Ambition
Négawatt_Brochure

Description des étapes du processus éco21-Grandes Entreprises



0_Description NGW
short.pdf